

[Version en français]

22 mars 2024

Service du greffe  
Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation  
155, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1B5  
[commissions@montreal.ca](mailto:commissions@montreal.ca).

## Ref.: Contribution écrite<sup>1</sup> - Politique de la vie nocturne montréalaise

Je tiens à exprimer ma gratitude pour l'opportunité de soumettre des commentaires et des opinions sur la Politique de la vie nocturne montréalaise, mise à disposition du public en janvier 2024. En tant que Montréalais·e, chercheur·euse en études nocturnes et justice des données, ancien·ne membre du premier Conseil de Nuit de MTL 24/24 (2020-2022) et actuel·le Membre associé·e du Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM) à l'Université McGill, je soutiens la politique et espère qu'elle pourra être améliorée dans les quatre domaines suivants :

### 1. Le rôle des données ouvertes, des données générées par les citoyen·ne·s et des principes éthiques :

La transparence, la responsabilité, l'ouverture et la justice devraient faire partie des principes directeurs de la Politique de la Vie Nocturne montréalaise. Un outil crucial qui permet aux résident·e·s de mieux comprendre la ville et de rendre les gouvernements responsables est les données ouvertes. Les données ouvertes "sont des données qui peuvent être librement utilisées, réutilisées et redistribuées par quiconque - sous réserve seulement, au maximum, de l'obligation d'attribuer et de partager dans les mêmes conditions".<sup>2</sup> Les données, généralement collectées ou déjà détenues par le gouvernement municipal, doivent être disponibles dans leur intégralité et sous une forme pratique et modifiable, présentant des termes légaux permettant la réutilisation et la redistribution (y compris l'interopérabilité avec d'autres ensembles de données). Les données ouvertes devraient favoriser la participation universelle, c'est pourquoi il est nécessaire de toujours considérer l'interopérabilité des ensembles de données.

J'ai été surpris·e de constater très peu d'accent (voire aucun) sur l'ouverture, alors que la Ville de Montréal est une championne des données ouvertes qui adhère à une politique de données ouvertes<sup>3</sup> et fait partie de la *Cities Coalition for Digital Rights*<sup>4</sup> (Coalition des villes pour les droits numériques) , tandis que le Québec s'engage dans des initiatives de gouvernement ouvert.

L'objectif 3.8 à la page 15 de la Politique de la Vie Nocturne présente brièvement la collecte et l'archivage des données comme faisant partie du modèle de gouvernance, sans mentionner l'intention de rendre les ensembles de données disponibles, conformément aux principes éthiques des données et aux droits numériques. Le processus de mise à disposition des données au public devrait être une priorité, ainsi

---

<sup>1</sup> Traduction en français. Cette contribution a été rédigée en anglais.

<sup>2</sup> Open Data Handbook by the Open Knowledge Foundation: <https://opendatahandbook.org/guide/en/what-is-open-data/>

<sup>3</sup> 2022 Montreal Open Data Policy : <https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique-donnees-ouvertes.pdf>

<sup>4</sup> Plus d'information disponible ici: <https://citiesfordigitalrights.org/cities>

qu'aligné sur la législation actuelle,<sup>5</sup> les cadres réglementaires,<sup>6</sup> les politiques publiques<sup>7</sup> et les meilleures pratiques<sup>8</sup> pour protéger les droits numériques tels que la vie privée, la protection des données, la liberté d'expression, l'équité, l'inclusion et l'engagement civique (voir plus de détails dans la zone 2 ci-dessous).

L'écosystème de la vie nocturne englobe différents secteurs, parties prenantes, communautés et intérêts qui ne sont généralement pas représentés dans les ensembles de données ou archives.<sup>9</sup> La première étape serait d'améliorer l'inventaire des données précédentes, d'aligner l'inventaire avec la nouvelle politique de données ouvertes de la Ville et de mener des consultations publiques avec les parties prenantes et le grand public pour comprendre quel type d'informations serait utile. Dans une ville comptant de nombreuses universités de renommée mondiale et des spécialistes dédiés à l'étude des différents aspects de la vie nocturne, ce type d'effort est fondamental.

Dans l'un des rapports utilisés comme référence pour cette politique, "Diagnostic sur la vie nocturne à Montréal"<sup>10</sup> (2020), que j'ai coécrit avec d'autres spécialistes, le manque de données disponibles sur la vie nocturne et l'économie nocturne de Montréal était un problème que nous avons abordé brièvement. L'importance des données ouvertes a été détaillée dans les recommandations politiques (8 et 9) d'un autre rapport préparé pour le Commissaire au Bruit & Nuit en 2020-2021, "Rapport de consultation des citoyens et des parties prenantes informelles pour comprendre leurs usages et besoins la nuit à Montréal."<sup>11</sup> À l'époque, nous avons recommandé qu'une politique de vie nocturne inclut l'accès aux données sur la nuit et ses secteurs, ainsi que son alignement avec la Politique de Données Ouvertes et la Charte des Données Numériques<sup>12</sup> de 2020, coopérer avec le LIUM, et créer un "Observatoire de la Nuit" pour optimiser la collecte et l'analyse des données, ainsi que définir les meilleures pratiques et partager les connaissances collectives.

Un autre point dans ce domaine qui devrait être sérieusement pris en compte dans le processus de collecte et d'archivage des données prévu dans la Politique de la Vie Nocturne est le rôle des données générées par les citoyen-ne-s. Les Nations Unies décrivent les efforts collaboratifs des citoyen-ne-s pour combler les nombreuses lacunes dans les chiffres officiels et les statistiques comme "critiques pour surmonter de nombreux défis de données de notre époque".<sup>13</sup> Des conférences récentes, telles que le Forum Mondial des Données des Nations Unies et les déclarations qui ont suivi, mentionnent que les données générées par les citoyen-ne-s devraient être utilisées "pour permettre aux individus et aux communautés de contribuer à la

---

<sup>5</sup> Un exemple est la Loi sur la protection des renseignements personnels du Canada.

<sup>6</sup> Cities for Digital Rights Framework:

[https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK\\_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf](https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf)

<sup>7</sup> 2022 Montreal Open Data Policy : <https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique-donnees-ouvertes.pdf>

<sup>8</sup> Communauté canadienne des données ouvertes:: <https://www.communautesdonneesouvertes.ca/>

<sup>9</sup> Par exemple, l'écosystème de la vie nocturne proposé dans Reia, J. (2022, Novembre 1). Data for the Night: Digital Rights, Trust, and Responsible Engagement with Data in 24-Hour Cities. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7272288> and Petrovics, N. Seijas, A., Catherall, R., Reia, J., Straw, W. (2021). Nighttime Governance in Times of Covid-19: Capacity Building for Night Mayors and other Nighttime Governance Institutions. VibeLab. Disponible ici: <https://www.nighttime.org/chapter-five-nighttime-governance-in-times-of-covid/>.

<sup>10</sup> Also available at: [https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/DIAGNOSTIC-SUR-LA-VIE-NOCTURNE-A%CC%80-MONTRE%CC%81AL\\_2020.pdf](https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/DIAGNOSTIC-SUR-LA-VIE-NOCTURNE-A%CC%80-MONTRE%CC%81AL_2020.pdf)

<sup>11</sup> Available at: [https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/MTL2424\\_RapportConsultations\\_fe%CC%81vri2021.pdf](https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/MTL2424_RapportConsultations_fe%CC%81vri2021.pdf)

<sup>12</sup> Disponible ici: [https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/2020\\_montreal\\_charte\\_donnees\\_numeriques.pdf](https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/2020_montreal_charte_donnees_numeriques.pdf)

<sup>13</sup> <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/citizen-data/>

production de données, de prendre le contrôle de leurs données et d'améliorer leur vie".<sup>14</sup> Montréal est un lieu privilégié, où diverses institutions d'enseignement supérieur, chercheur·euse·s, organisations de la société civile et mouvements populaires sont dédiés à rendre visible ce qui est généralement invisible pour le gouvernement.

L'ouverture devrait être au premier plan de la politique de la vie nocturne, car elle est ancrée dans les processus démocratiques et permet à la ville d'être tenue responsable par le public et d'autonomiser ses résident·e·s. Je recommande à la Ville de Montréal de considérer ce domaine comme une partie fondamentale d'une vie nocturne plus dynamique et inclusive.

## 2. Droits numériques et gouvernance nocturne :

À la suite de considérer les données ouvertes et les données générées par les citoyen·ne·s, Montréal doit adopter une approche basée sur les droits de la personne dans la manière dont nous déployons les technologies dans la ville.<sup>15</sup> Le potentiel de discrimination et de préjudice causé par l'adoption de certaines technologies est largement documenté, et la Politique de la Vie Nocturne devrait prendre en compte les droits numériques dans sa conception et sa mise en œuvre. En d'autres termes, les droits numériques sont des droits de la personne.<sup>16</sup> Les droits numériques comprennent (mais ne se limitent pas à) les droits dans l'espace numérique, tels que le droit à la liberté d'expression, à la privacité, à l'assemblée et à l'association, au travail, à la santé et à la participation à la vie culturelle. L'ouverture et les droits numériques dans les gouvernements locaux devraient être développés conjointement.

La *Cities Coalition for Digital Rights* et ONU-Habitat ont publié un Cadre de Gouvernance des Droits Numériques qui "décrit comment les villes peuvent adopter une approche basée sur les droits de la personne en ce qui concerne la numérisation de leurs services et, dans une certaine mesure, la numérisation de la ville".<sup>17</sup> Il s'agit d'un guide utile avec une approche centrée sur les personnes offrant des idées, des structures, des bases et des outils pour améliorer les droits numériques dans les villes du monde entier. Montréal, connue comme un pôle technologique pour l'intelligence artificielle (IA), les projets de villes intelligentes<sup>18</sup> et les initiatives axées sur les données, doit réfléchir à l'utilisation et à l'impact des technologies de manière transversale.

La nuit urbaine n'est pas un territoire séparé de nos villes. Alors que les villes adoptent officiellement des systèmes pour gouverner la nuit et déploient des systèmes de *big data*, une préoccupation majeure concerne la montée de la technologie de surveillance (comme la technologie de reconnaissance faciale)<sup>19</sup> qui promet la sécurité en échange de la privacité et conduit souvent à la discrimination. Même si la technologie n'est pas encore l'un des principaux enjeux de la gouvernance nocturne, les gouvernements

---

<sup>14</sup> "Hangzhou declaration: Accelerating progress in the implementation of the Cape Town Global Action Plan for Sustainable Development Data" : <https://unstats.un.org/unsd/undataforum/docs/Hangzhou-declaration-2023.pdf>

<sup>15</sup> Reia, J., Brandusescu, A. (2021). *A Starting Point: Transversal Questions and Recommendations for Montreal's Digital Data Charter*. Response to the City of Montreal's public consultation on Montreal's Digital Data Charter. The Urbanologist, CRIEM/CIRM. Anglais : <https://mcgill.ca/x/oS3>. Français : <https://mcgill.ca/x/oSj>

<sup>16</sup> Par exemple: <https://digitalfreedomfund.org/digital-rights-are-human-rights/>

<sup>17</sup> Ici:

[https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK\\_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf](https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf)

<sup>18</sup> Morozov, E. and Bria, F. (2018). *Rethinking the Smart City: Democratizing Urban Technology*. Rosa Luxemburg Stiftung. Available at: [https://rosalux.nyc/wp-content/uploads/2021/02/RLS-NYC\\_smart\\_cities\\_EN.pdf](https://rosalux.nyc/wp-content/uploads/2021/02/RLS-NYC_smart_cities_EN.pdf)

<sup>19</sup> <https://www.banfacialrecognition.com/>

municipaux investissent déjà depuis des années dans des technologies intelligentes<sup>20</sup> sans disposer de cadres adéquats pour garantir les droits de la personne.

La vie nocturne est cohabitée par de nombreuses communautés historiquement marginalisées qui seraient négativement impactées par l'adoption de certaines technologies, y compris la reconnaissance faciale. Une politique globale pour la nuit devrait garantir que la sécurité ne se fera pas au détriment de ses résident·e·s les plus vulnérables.<sup>21</sup> Cependant, avec un déploiement responsable, juste, éthique et responsable, certaines données peuvent être un outil très utile pour la gouvernance nocturne (voir le sujet 1 ci-dessus).

### 3. Justice climatique et enjeux environnementaux :

Avec l'impact croissant du changement climatique sur les villes, la justice climatique est au centre des négociations et des préoccupations mondiales.<sup>22</sup> L'engagement envers les Objectifs de Développement Durable (ODD)<sup>23</sup> est plus urgent que jamais. Cependant, les questions environnementales et climatiques n'ont pas été correctement abordées dans la Politique de la Vie Nocturne. Géographiquement, Montréal occupe une place fortement impactée par les conditions météorologiques extrêmes, les inondations et les incendies, comme nous l'avons vu se produire au cours des dernières années.

La nuit urbaine n'est pas exempte des conséquences du changement climatique. Ainsi, une politique qui se veut exhaustive devrait au moins s'engager à mettre en place un programme qui considère les ODD et la justice climatique comme des parties intégrantes de l'économie nocturne, maintenant et dans le futur. Au-delà des domaines bien documentés qui étudient l'impact du changement climatique dans les villes, une tendance émergente examine également l'impact environnemental des *big data*, de l'IA, des centres de données<sup>24</sup> et de la numérisation. Le rôle de Montréal dans le domaine de l'IA et des sciences des données, et les demandes croissantes de plus de données sur la nuit et les économies nocturnes, une perspective tenant compte des coûts environnementaux cachés de ces technologies et infrastructures est fondamentale.

Enfin, la Ville de Montréal devrait établir un Observatoire de la Nuit transdisciplinaire capable de mener des recherches, des politiques et des plaidoyers dans les principaux domaines définis dans la politique de la vie nocturne et ceux que j'ai mentionnés dans cette contribution.

Cordialement,

Jess Reia, PhD  
Assistant Professor of Data Science at the University of Virginia  
Membre associé·e au CRIEM, McGill University  
2024-2025 Non-Resident Fellow at the Center for Democracy & Technology  
[reia@virginia.edu](mailto:reia@virginia.edu)

---

<sup>20</sup> Brandusescu, A. (2021 March). Artificial intelligence policy and funding in Canada: Public investments, private interests. Centre for Interdisciplinary Research on Montreal, McGill University. Infographic available at: <https://www.mcgill.ca/centre-montreal/files/centre-montreal/infographic-ai-policy-and-funding.pdf>

<sup>21</sup> Reia, J. (2023). 'Why more cities are hiring 'night mayors' and establishing forms of nighttime governance,' *The Conversation*, May 30 2023. Available at: <https://theconversation.com/why-more-cities-are-hiring-night-mayors-and-establishing-forms-of-nighttime-governance-202488>

<sup>22</sup> <https://unfccc.int/process/bodies/supreme-bodies/conference-of-the-parties-cop>

<sup>23</sup> <https://sdgs.un.org/>

<sup>24</sup> Par exemple: <https://thereader.mitpress.mit.edu/the-staggering-ecological-impacts-of-computation-and-the-cloud/>

[English version]

March 22, 2024

Service du greffe  
Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation  
155, rue Notre-Dame Est  
Montréal (Québec) H2Y 1B5  
[commissions@montreal.ca](mailto:commissions@montreal.ca).

## Ref.: Written contribution - Montreal's Nightlife Policy

I appreciate the opportunity to submit comments and opinions to the Politique de la Vie Nocturne de Montréal, released in January 2024. As a Montrealer, a researcher of night studies and data justice, a former member of MTL 24/24' first night council (2020-2022) and a current Associate Member of the Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM) at McGill University, I welcome the policy and hope it can be improved in the following four areas.

### 1. The role of open data, citizen-generated data and ethical principles:

Transparency, accountability, openness, and justice should be part of the nightlife policy's guiding principles. One crucial tool that allows residents to better understand the city and hold governments accountable is open data. Open data "is data that can be freely used, re-used and redistributed by anyone - subject only, at most, to the requirement to attribute and sharealike."<sup>1</sup> The data, usually collected or already held by the city government, must be available as a whole and in a convenient and modifiable form, featuring legal terms that permit re-use and redistribution (including the intermixing with other datasets). Open data should foster universal participation, hence the need to consider the interoperability of datasets.

I was surprised to see very little emphasis (perhaps none) on openness, as the City of Montreal is an open data champion that subscribes to a comprehensive Open Data Policy<sup>2</sup> and is part of the Cities Coalition for Digital Rights,<sup>3</sup> while Quebec is committed to open government initiatives.

Item 3.8 on page 15 of the Nightlife Policy briefly presents data collection and archival as part of the governance model, without mentioning the intention to make the datasets available, according to data ethics principles and digital rights. The process of making data available to the public should be a priority, as well as aligned with current legislation,<sup>4</sup> frameworks,<sup>5</sup> policies<sup>6</sup> and best practices<sup>7</sup> to safeguard digital rights such as privacy, data protection, freedom of expression, equity and inclusion and civic engagement (see more details in area 2 below).

---

<sup>1</sup> Open Data Handbook by the Open Knowledge Foundation: <https://opendatahandbook.org/guide/en/what-is-open-data/>

<sup>2</sup> 2022 Montreal Open Data Policy : <https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique-donnees-ouvertes.pdf>

<sup>3</sup> More information: <https://citiesfordigitalrights.org/cities>

<sup>4</sup> An example is the Canada Privacy Act.

<sup>5</sup> Cities for Digital Rights Framework:

[https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK\\_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf](https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf)

<sup>6</sup> 2022 Montreal Open Data Policy: <https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique-donnees-ouvertes.pdf>

<sup>7</sup> Canadian Open Data Society: <https://www.opendatasociety.ca/open-data-portals>

The nightlife ecosystem encompasses different sectors, stakeholders, communities and interests that are not normally portrayed in datasets or archives.<sup>8</sup> A good starting point would be to improve the previous data inventory, align it with the City's new open data policy, and conduct public consultations with stakeholders and the general public to understand what kind of information would be useful. In a city with many world-renowned universities and specialists dedicated to studying the various aspects of nightlife, this kind of effort would be fundamental.

In one of the reports used as reference for this policy, "*Diagnostic sur la vie nocturne à Montréal*" (2020), which I co-authored with other specialists,<sup>9</sup> the lack of available data on Montreal's nightlife and night-time economy was an issue that we addressed and briefly highlighted. The importance of open data was detailed as policy recommendations (8 and 9) in another report prepared for the Commissioner of Noise & Night in 2020-2021, "*Rapport de consultation des citoyens et des parties prenantes informelles pour comprendre leurs usages et besoins la nuit à Montréal.*"<sup>10</sup> At the time, we recommended that a nightlife policy should include access to data about the night and its sectors, as well as align it with the Open Data Policy and 2020 Digital Data Charter,<sup>11</sup> cooperate with LIUM, and create an "Observatory of the Night" to optimize data collection and analysis, define best practices, and share knowledge.

Another point in this area that should be strongly considered as part of the data collection and archival goal of the Nightlife Policy is the role of citizen-generated data. The United Nations describes the collaborative efforts from citizens to fill out the many gaps in official numbers and statistics as "critical to helping overcome many data challenges of our times."<sup>12</sup> Recent conferences, such as the United Nations World Data Forum and declarations that followed, mention citizen-generated data should be used "to empower individuals and communities to contribute to data production, take control of their data and improve their lives."<sup>13</sup> Montreal is a privileged place, where various higher education institutions, researchers, civil society organizations, and grassroots movements are dedicated to making visible what is usually invisible to the government.

Openness should be at the forefront of the nightlife policy since it is anchored in democratic processes and allows the city to be held accountable by the public and empower its residents. I strongly recommend considering this area as a fundamental part of more vibrant and inclusive nightlife.

## **2. Digital rights and night-time governance:**

---

<sup>8</sup> See, for example, the nightlife ecosystem proposal in Reia, J. (2022, November 1). Data for the Night: Digital Rights, Trust, and Responsible Engagement with Data in 24-Hour Cities. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7272288> and Petrovics, N. Seijas, A., Catherall, R., Reia, J., Straw, W. (2021). Nighttime Governance in Times of Covid-19: Capacity Building for Night Mayors and other Nighttime Governance Institutions. VibeLab. Available at: <https://www.nighttime.org/chapter-five-nighttime-governance-in-times-of-covid/>.

<sup>9</sup> Also available at: [https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/DIAGNOSTIC-SUR-LA-VIE-NOCTURNE-A-CC%80-MONTRE%CC%81AL\\_2020.pdf](https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/DIAGNOSTIC-SUR-LA-VIE-NOCTURNE-A-CC%80-MONTRE%CC%81AL_2020.pdf)

<sup>10</sup> Available at: [https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/MTL2424\\_RapportConsultations\\_fe%CC%81vriier2021.pdf](https://www.mtl2424.ca/wp-content/uploads/2021/09/MTL2424_RapportConsultations_fe%CC%81vriier2021.pdf)

<sup>11</sup> Available at: [https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/montreals\\_digital\\_data\\_charter\\_vdm.pdf](https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/montreals_digital_data_charter_vdm.pdf)

<sup>12</sup> See: <https://unstats.un.org/UNSDWebsite/citizen-data/>

<sup>13</sup> The "Hangzhou declaration: Accelerating progress in the implementation of the Cape Town Global Action Plan for Sustainable Development Data" can be accessed here: <https://unstats.un.org/unsd/undataforum/docs/Hangzhou-declaration-2023.pdf>

Following up on the previously mentioned commitment to open data and citizen-generated data, Montreal must have a human rights-based approach to how we deploy technologies in the city.<sup>14</sup> The potential for discrimination and harm caused by the adoption of certain technologies is widely documented, and the nightlife policy should consider digital rights in its conception and implementation. Simply put, digital rights are human rights.<sup>15</sup> Digital rights include (but are not limited to) rights in the digital space, such as the right to freedom of expression, privacy, assembly and association, work, health, and participation in cultural life. Openness and digital rights in local governments should be built together.

The Cities Coalition for Digital Rights and UN Habitat released a Digital Rights Governance Framework that “outlines how cities can uphold a human rights-based approach with regards to the digitalisation of their services and to some extent the digitalisation of the city.”<sup>16</sup> It is a useful guide with a people-centred approach offering insights, structures, foundations and tools to improve digital rights in cities worldwide. Montreal – known as a tech hub for artificial intelligence (AI), smart city projects and data-centric initiatives – needs to think about the use and impact of technologies transversally.

The urban night is not a separated realm of our cities. As cities formally adopt systems to govern the night and deploy big data systems, a key concern centers on the rise of surveillance technology (such as facial recognition technology)<sup>17</sup> that promises safety in exchange for privacy and often leads to discrimination. Even if technology is not yet one of the main pillars of nighttime governance, city governments have already been investing in smart technologies<sup>18</sup> without proper frameworks in place<sup>19</sup> to safeguard human rights for years.

Nightlife is cohabited by many historically marginalized communities that would be negatively impacted by the adoption of certain technologies, including facial recognition. A comprehensive policy for the night should ensure that safety will not come at the cost of harming its most vulnerable residents.<sup>20</sup> With responsible, just, ethical, and careful deployment, however, certain data can be a useful tool for night governance (see area 1 above).

### 3. Climate justice and environmental issues:

---

<sup>14</sup> Reia, J., Brandusescu, A. (2021). *A Starting Point: Transversal Questions and Recommendations for Montreal's Digital Data Charter*. Response to the City of Montreal's public consultation on Montreal's Digital Data Charter. The Urbanologist, CRIEM/CIRM. Available in English at: <https://mcgill.ca/x/oS3>. Available in French at: <https://mcgill.ca/x/oSJ>

<sup>15</sup> For example: <https://digitalfreedomfund.org/digital-rights-are-human-rights/>

<sup>16</sup> See:

[https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK\\_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf](https://citiesfordigitalrights.org/sites/default/files/DIGITAL%20RIGHTS%20FRAMEWORK_CONCEPT%20FOR%20FEEDBACK.pdf)

<sup>17</sup> <https://www.banfacialrecognition.com/>

<sup>18</sup> Morozov, E. and Bria, F. (2018). *Rethinking the Smart City: Democratizing Urban Technology*. Rosa Luxemburg Stiftung. Available at: [https://rosalux.nyc/wp-content/uploads/2021/02/RLS-NYC\\_smart\\_cities\\_EN.pdf](https://rosalux.nyc/wp-content/uploads/2021/02/RLS-NYC_smart_cities_EN.pdf)

<sup>19</sup> Brandusescu, A. (2021 March). *Artificial intelligence policy and funding in Canada: Public investments, private interests*. Centre for Interdisciplinary Research on Montreal, McGill University. Infographic available at: <https://www.mcgill.ca/centre-montreal/files/centre-montreal/infographic-ai-policy-and-funding.pdf>

<sup>20</sup> Reia, J. (2023). 'Why more cities are hiring 'night mayors' and establishing forms of nighttime governance,' *The Conversation*, May 30 2023. Available at: <https://theconversation.com/why-more-cities-are-hiring-night-mayors-and-establishing-forms-of-nighttime-governance-202488>

With the increasing impact of climate change on cities, climate justice is at the center of global negotiations and concerns.<sup>21</sup> The commitment to the Sustainable Development Goals (SDG)<sup>22</sup> is more urgent than ever. However, environmental and climate issues were not properly addressed in the nightlife policy. Geographically, Montreal occupies a place that is highly impacted by extreme weather, floods and fires, as we saw happening over the past years.

The urban night is not exempt from the consequences of climate change. Thus, a policy to be comprehensive should at least commit to an agenda that considers SDGs and climate justice as integral parts of the night-time economy, now and in the future. Beyond the well-documented areas that study the impact of climate change in cities, an emergent trend also looks at the environmental impact of big data, AI, data centers<sup>23</sup> and digitization. Given the prominent place Montreal occupies in AI and data science, and the growing demands for more data about the night and night-time economies, a perspective that takes into account the hidden environmental costs of these technologies and infrastructures is fundamental.

Lastly, the City of Montreal should establish a transdisciplinary Observatory of the Night that can lead research, policy and advocacy in the main areas outlined in the nightlife policy and the ones I mentioned in this contribution.

Respectfully submitted,

Jess Reia, PhD

Assistant Professor of Data Science at the University of Virginia

Associate member at CRIEM, McGill University

2024-2025 Non-Resident Fellow at the Center for Democracy & Technology

[reia@virginia.edu](mailto:reia@virginia.edu)

---

<sup>21</sup> <https://unfccc.int/process/bodies/supreme-bodies/conference-of-the-parties-cop>

<sup>22</sup> <https://sdgs.un.org/>

<sup>23</sup> See, for example: <https://thereader.mitpress.mit.edu/the-staggering-ecological-impacts-of-computation-and-the-cloud/>